



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 13 novembre 2025

L'inflation a légèrement baissé en octobre,
s'établissant à 3,57 % g.a..

L'inflation s'est située dans la fourchette cible de la Banque centrale ($3 \% \pm 1$) pour le quatrième mois consécutif, malgré un léger rebond en août et en septembre.

LE CHIFFRE A
RETENIR

3,57 %

Taux d'inflation (en g.a.) au
Mexique en octobre 2025

L'inflation sous-jacente, qui exclut de son calcul les prix des biens les plus volatiles, s'est maintenue à 4,28 % g.a. au mois d'octobre. L'inflation non sous-jacente a de son côté enregistré une baisse notable, s'établissant à 1,18 % g.a. (contre 2,02 % g.a. le mois précédent).

L'inflation globale a surpris à la baisse grâce à une baisse des prix des produits agricoles, mais l'inflation sous-jacente continue d'exercer une pression à la hausse ce qui pourrait entraîner un rebond dans les mois suivants.

Bien que les pressions inflationnistes persistent depuis le début de l'année, la Banque centrale du Mexique (Banxico) a continué d'assouplir sa politique monétaire, procédant début octobre à sa 8^{ème} baisse de taux depuis le début de l'année.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

La production industrielle au Mexique a chuté de 1,7 % g.a. au cours des trois premiers trimestres de l'année, avec une chute particulièrement marquée en septembre (-3,3 % g.a.). Toutes les composantes ont enregistré une baisse : la construction a reculé de 2,8 % g.a., l'exploitation minière de 8,1 % g.a., l'industrie manufacturière de 0,3 % g.a. et la production et la distribution d'électricité, d'eau et de gaz de 1 % g.a.. La détérioration continue de l'activité industrielle a été davantage marquée en septembre, cette dernière ayant enregistré une contraction de 3,3 % par rapport au même mois de 2024, accumulant sept mois consécutifs de baisse. Le repli de l'activité industrielle au mois de septembre a été le plus importante depuis janvier, et s'explique notamment par le fort repli du secteur de la construction (-7,2 % g.a.). L'activité manufacturière (qui représente 66 % de l'activité industrielle et environ 20 % du PIB) a également enregistré une chute marquée de 2,3 % g.a., sa plus forte baisse depuis août 2020. La balance des risques demeure orientée à la baisse, en raison de l'absence d'un moteur soutenu dans l'industrie, du faible niveau d'investissement productif et des tensions commerciales avec les États-Unis qui créent un climat d'incertitudes.

Le Mexique a enregistré en septembre 2025 un déficit commercial de 2,4 Mds USD, en hausse de 0,5 Md USD par rapport au mois d'août, sous l'effet d'un recul du solde non pétrolier et d'un déficit persistant sur les produits pétroliers. Sur les neuf premiers mois de l'année, le déficit cumulé atteint 2,9 Mds USD, soit une amélioration notable par rapport aux 19,5 Mds enregistrés sur la même période de 2024, traduisant un dynamisme accru du commerce extérieur. Les exportations de biens se sont élevées à 56,5 Mds USD (+13,8 % g.a.), soutenues par la progression des ventes non pétrolières (+14,8 % g.a.) et en particulier du secteur manufacturier (+15,7 % g.a.). Dans le détail, les exportations vers les États-Unis ont progressé de 12,4 % g.a., tandis que celles destinées au reste du monde ont bondi de 28,5 % g.a., reflétant une diversification accrue des débouchés. Les importations ont atteint 58,9 Mds USD (+15,2 % g.a.), portées par la forte hausse des biens intermédiaires (+19,6 % g.a.), essentiels à la production industrielle, tandis que les importations de biens de capital ont reculé de 3,2 % g.a.. Entre janvier et septembre, les importations totales ont progressé de 2 % sur un an, principalement en raison de la reprise des achats non pétroliers (+2,9 % g.a.).

En octobre, le seuil de revenu nécessaire pour couvrir les besoins essentiels a augmenté de 3,1 % en zone rurale et de 3,6 % en zone urbaine sur un an, sous l'effet de la hausse du coût des biens essentiels. Selon l'Institut national de statistique et de géographie (INEGI), cette évolution s'explique principalement par l'augmentation du prix du panier alimentaire, notamment des aliments et boissons consommés hors foyer et de la viande de bœuf. En milieu rural, le panier alimentaire a augmenté de 2,9 % g.a., un rythme inférieur à l'inflation générale, tandis qu'en milieu urbain, la hausse a atteint 4,3 % g.a., dépassant la moyenne

nationale. Malgré le ralentissement de l'inflation, qui s'est établie à 3,57 % g.a. en octobre, certains postes de dépenses continuent de peser sur le pouvoir d'achat, notamment dans les zones urbaines où les coûts liés au logement, à l'éducation, à la culture et aux loisirs ont enregistré des hausses notables. En milieu rural, ce sont surtout les dépenses alimentaires et les produits de soins personnels qui ont eu le plus d'impact. Les seuils de pauvreté, calculés sur la base de l'indice national des prix à la consommation, constituent une référence monétaire pour déterminer si les revenus des ménages suffisent à couvrir les besoins essentiels en alimentation, biens et services. Ces données actualisées servent également à fixer le seuil utilisé dans la mesure de la pauvreté multidimensionnelle au Mexique.

Sectoriel

Accompagné d'une délégation de chefs d'entreprises, le président de la République française, Emmanuel Macron, s'est rendu au Mexique le 7 novembre dans le cadre d'une visite officielle. Au cours de cette visite, le président français s'est entretenu avec la présidente mexicaine Claudia Sheinbaum lors d'une rencontre à huis clos au Palacio Nacional, précédant une réunion élargie à composante économique et deux déjeuners économiques. Le président français a insisté sur la complémentarité des deux économies et sur la convergence entre les stratégies industrielles *France 2030* et le *Plan México*, dans un contexte de relocalisation des chaînes de valeur et de diversification des partenariats commerciaux. Les discussions économiques ont principalement porté sur la modernisation de l'accord global entre le Mexique et l'Union européenne, appelée à ouvrir de nouvelles opportunités d'investissement et à faciliter les échanges dans des secteurs stratégiques tels que l'énergie, les transports, le numérique et l'agroalimentaire. Les deux dirigeants ont également annoncé la relance du Conseil stratégique franco-mexicain, qui servira de cadre de dialogue pour promouvoir des projets conjoints en matière de technologie, de mobilité durable et d'innovation industrielle. Emmanuel Macron a salué la solidité de la présence française au Mexique, où plus de 700 entreprises sont implantées, faisant de la France l'un des premiers investisseurs européens dans le pays. De son côté, le MEDEF International, présent lors de cette visite officielle a estimé que la visite du président français contribuera à renforcer la confiance des investisseurs et pourrait stimuler la croissance des investissements français d'environ 10 % à court terme. Les deux présidents ont par ailleurs réaffirmé leur volonté de bâtir un partenariat économique fondé sur une « prospérité partagée », en s'appuyant sur la transition énergétique, la formation des talents et la coopération scientifique comme leviers de croissance durable. À l'horizon 2026, les gouvernements prévoient de célébrer le bicentenaire de leurs relations diplomatiques par une série d'expositions croisées, dont la présentation au Mexique du Codex Azcatitlán, conservé à la Bibliothèque nationale de France, et celle du Codex Boturini en France. Enfin, Emmanuel Macron a profité de son déplacement au Mexique pour inviter Claudia Sheinbaum à effectuer une visite d'état en France en 2026, scellant ainsi la volonté

commune d'approfondir la relation franco-mexicaine dans un contexte international marqué par les recompositions économiques et géopolitiques.

Le ministère de l'Économie du Mexique a finalisé un vaste processus de consultation nationale en vue de la révision du T-MEC en 2026, rassemblant plus de 2 500 propositions issues d'acteurs économiques, institutionnels et syndicaux à travers 30 tables sectorielles et 32 consultations régionales. Le ministre de l'Économie, Marcelo Ebrard, a souligné que cette initiative vise à consolider la position du Mexique et à promouvoir un accord commercial plus équilibré. Les échanges ont concerné plus de vingt secteurs stratégiques, parmi lesquels l'automobile, l'énergie, la chimie, l'agro-industrie et les technologies de l'information.

Finances publiques

Le 6 novembre dernier, la Chambre des députés a approuvé le projet de budget sur les dépenses fédérales 2025, en gardant inchangé le montant des dépenses totales (558 Mds USD ; +5,9 %) mais en procédant à une réaffectation des ressources de près de 1 Md USD en faveur de l'éducation, des sciences et de la technologie, de la culture, de l'environnement et de l'agriculture. Les dépenses publiques totales pour 2025 se répartissent de la façon suivante : 21 % pour les États fédérés et les municipalités, 21 % pour les ministères et leurs dépendances ; 18 % pour la santé (hors pensions) ; 13 % pour la sécurité sociale ; 12 % pour le paiement de la dette publique ; 11 % pour les entreprises publiques PFE et Pemex et 4 % pour les organismes autonomes. Avant l'approbation de ce projet de dépenses, les députés ont réaffecté près de 1 Md USD afin d'augmenter les ressources allouées à des secteurs clés tels que l'éducation, les sciences et la technologie, la culture, l'environnement et l'agriculture. Les coupes budgétaires permettant cette réaffectation ont concerné la pouvoir judiciaire, l'Institut national électoral (INE), la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) et le Bureau du procureur général de la République (Fiscalía General de la República). Aucun changement n'a en revanche été adopté s'agissant des dépenses d'investissement qui restent fixées à 52 Mds USD (2,5 % du PIB), dont 56 % destinés aux projets prioritaires.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	13/11/2025
Bourse (IPC)	-0,29%	23,67%	63 196,49 points
Change MXN/USD	-2,04%	-10,95%	18,27
Change MXN/EUR	-1,21%	-1,85%	21,27
Prix du baril mexicain	-1,46%	-11,82%	55,94

Amérique centrale

Costa Rica

La BID a approuvé un prêt de 200 M USD à l'Institut costaricien de l'électricité (ICE) afin d'améliorer la fiabilité, l'efficacité et la durabilité de l'approvisionnement électrique au Costa Rica. Le prêt aura une durée de remboursement de 23 ans et demi, une période de grâce de 7 ans et une contrepartie locale de 115 M USD. Le nouveau plan d'investissement dont bénéficiera l'ICE pourrait profiter directement à près de 2 millions de clients du système électrique national, comprenant des ménages, des industries et des commerces. Il s'inscrit également dans le cadre d'un projet de marché régional de l'électricité, regroupant le Costa Rica et cinq autres pays d'Amérique centrale.

D'après la Banque centrale du Costa Rica (BCCR) l'indice mensuel d'activité économique (IMAE) aurait enregistré une croissance de 4,7 % g.a. en septembre 2025. Les régimes spéciaux (zones franches) auraient été le principal moteur de cette croissance, affichant une hausse de 15,3 % g.a., portée par l'industrie manufacturière. Le régime définitif aurait, pour sa part, enregistré une croissance plus modérée de 2,3 % g.a., affectée par la chute dans les secteurs de l'agriculture et de la construction. L'industrie manufacturière resterait le principal moteur de l'économie costaricienne (+11 % g.a.), tandis que le secteur agricole et halieutique s'affaiblirait, enregistrant une baisse estimée à 1,9 % g.a. en raison de conditions climatiques défavorables ayant affecté les cultures de bananes et d'ananas.

El Salvador

L'inflation s'est établie à 0,93 % g.a. en octobre, d'après la Banque centrale de Réserve. Elle a été stimulée par le secteur de l'hôtellerie et de la restauration (+3,41 % g.a.), de la santé (+1,88 % g.a.), du logement et de l'énergie (+1,68 % g.a.), et de l'alimentation (+1,4 % g.a.). À l'inverse, les transports ont enregistré une baisse marquée de -2,02 % g.a., ainsi que les vêtements et chaussures (-0,72 % g.a.). Pour la fin de l'année 2025, la Banque Centrale de Réserve estime que l'inflation se situera autour de 0,9 %, une projection qu'elle maintient également pour 2026. En 2024, elle a été nettement inférieure, s'élevant à 0,3 %.

La dette publique salvadorienne a progressé de 1,99 % g.m. en septembre, soit une hausse de 438 M USD. La dette des secteurs publics financiers et non financiers a augmenté de 338 M USD et celle du Fonds de Pensions de 100 M USD. Le Congrès salvadorien a approuvé 15 prêts internationaux en 2025 pour un montant total de 2 Mds USD, ce qui a contribué à augmenter l'endettement public du pays. Près de 35 % de la dette est assortie de taux d'intérêt compris entre 6 et 8 %, tandis que 19 % supporte des taux plus élevés, situés entre 8 et 9 %. Selon la Banque centrale de Réserve, le gouvernement a payé cette année 1,3 Md USD d'intérêts, en hausse de 6 % g.a..

L'IFC (International Finance Corporation) du Groupe Banque mondiale a octroyé un prêt de 150 M USD à Banco Agrícola, qui détient 24 % des actifs bancaires au Salvador. Ce prêt vise à renforcer le crédit bancaire à destination des micros, petites et moyennes entreprises (mipymes). L'IFC fournira également une assistance technique à Banco Agrícola afin d'optimiser les processus de crédit destinés aux mipymes et de former le personnel sur les questions d'inclusion. Selon l'Observatoire MYPE, les micros, petites et moyennes entreprises représentent 95 % des entreprises totales au Salvador et génèrent 700 000 emplois directs. Pour rappel, en 2020, l'IFC avait déjà accordé à Banco Agrícola un prêt de 330 M USD pour soutenir les mipymes ainsi que les entreprises dirigées par des femmes.

Guatemala

En octobre 2025, l'inflation au Guatemala a progressé de 1,26 % g.a.. Sur la période cumulée de janvier à octobre, l'inflation s'est élevée à 1,27 %, contre 1,72 % sur la même période de 2024, soit un recul de 0,45 %. Selon l'Institut national de statistique (INE), les principales hausses de prix enregistrées en octobre ont concerné la restauration (+0,23 % g.m.), l'alimentation (+0,08 % g.m.), et la santé (+0,01 % g.m.), tandis que des baisses ont été observées dans les secteurs des transports (-0,25 % g.m.), des communications (-0,06 % g.m.) et des assurances (-0,01 % g.m.).

Les membres du Conseil monétaire ont approuvé l'émission d'environ 3,6 Mds USD en bons du Trésor, destinés à financer le budget de 2026. Le projet de budget présenté par le ministère des Finances prévoit une augmentation de la dette publique guatémaltèque qui atteindra environ 37,5 Mds USD en 2026. Le Congrès

doit néanmoins encore valider cet endettement supplémentaire. Le Comité de Coordination des Associations Agricoles, Commerciales, Industrielles et Financières (CACIF) et la Chambre d'Industrie du Guatemala (CIG) ont exprimé leurs réserves face à l'émission de cette dette, invoquant le solde de Trésorerie excédentaire du Guatemala, qui s'élevait à 3,15 Mds USD en octobre.

BID Invest a annoncé sa participation en tant qu'investisseur principal à hauteur de 100 M USD dans la nouvelle émission de 110 M USD de bonds durables de BAC Guatemala. BID Invest entend ainsi renforcer son engagement dans le développement du secteur financier durable au Guatemala. Les obligations achetées par BID Invest sont alignées sur les principes des obligations sociales, vertes et durables établis par l'International Capital Market Association (ICMA), garantissant transparence, traçabilité et impact mesurable. BAC Guatemala prévoit d'émettre au total 500 M USD d'obligations durables.

Honduras

Le ministère des Finances (SEFIN) a approuvé deux prêts de la part de bailleurs internationaux pour un montant total de 345 M USD. Un premier financement de 180 M USD a été octroyé par l'IDA (*International Development Association*) du Groupe Banque mondiale et l'Institut de Crédit Officiel (ICO), banque publique espagnole. Ce prêt vise à améliorer les infrastructures du corridor CA-13, qui relie le long de la côte caribéenne Puerto Castilla à la ville de La Ceiba. Il s'agit d'un axe logistique majeur, essentiel au transport de marchandises et au développement du tourisme dans le nord du pays. Un deuxième prêt de 165 M USD a été accordé par la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) pour l'exécution de l'étape 1 du programme de Transmission Electrique. Ce programme doit renforcer la capacité de transport de l'énergie électrique du système de transmission nationale afin de garantir un approvisionnement stable.

Nicaragua

Dans son rapport portant sur les perspectives économiques pour le continent américain, le FMI anticipe une croissance du PIB nicaraguayen de 3,0 % en 2025 et 2,9 % en 2026. Le FMI souligne le déclin progressif du taux de croissance du Nicaragua, passé de 4,4 % en 2023, à 3,6 % en 2024 et qui devrait encore se réduire cette année et la prochaine. Selon le FMI, deux éléments pourraient peser sur la croissance nicaraguayenne : (i) les droits de douane américains, portés à 18 % sur les exportations du Nicaragua, affecteront la structure exportatrice du pays ; (ii) les envois de fonds (*remesas*) devraient ralentir en 2026, en raison du durcissement de la politique migratoire américaine et de l'impôt de 1 % sur les envois de fonds envoyés en espèces. Bénéficiant d'un phénomène d'envois préventifs, les envois de fonds à destination du Nicaragua ont cependant augmenté de 22 % g.a. entre janvier et avril 2025, atteignant 1,9 Md USD.

En octobre 2025, l'inflation s'est établie à 1,48 % g.a. selon la Banque centrale du Nicaragua (BCN). Entre janvier et octobre, l'inflation cumulée a atteint 1,48 %, en recul de 0,18 % g.a.. L'inflation sous-jacente s'est élevée à 2,74 % g.a. en octobre. L'évolution mensuelle des prix s'explique principalement par les hausses enregistrées dans les secteurs des aliments et boissons non alcoolisées (+0,43 % g.m.), des biens et services divers (+0,33 % g.m.) et de la santé (+0,15 % g.m.). A l'inverse, des baisses ont été constatées dans les secteurs de la culture et des loisirs (-0,61 % g.m.), des boissons alcoolisées et tabac (-0,25 % g.m.), de la restauration et hôtellerie (-0,19 % g.m.) ainsi que des transports (-0,14 % g.m.).

Panama

First Quantum a exporté 122 520 tonnes de concentré de cuivre, d'une valeur de 334 M USD, restées stockées sur le site de Donoso depuis la fermeture de la mine en novembre 2023. Selon l'entreprise, les revenus de cette opération seront destinés à financer le plan de Préservation et de Gestion sécuritaire, qui couvre le paiement des salaires, des fournisseurs locaux et la maintenance environnementale du site. Entre décembre 2023 et septembre 2025, le coût de ce plan s'élèverait à environ 360 M USD. Les dépenses mensuelles, estimées à 15 M USD au T3 2025, devraient atteindre 17 M USD au dernier trimestre, en raison de la remise en service de la centrale thermoélectrique au charbon. First Quantum prévoit toutefois d'atténuer cette hausse en vendant l'excédent d'électricité sur le marché occasionnel panaméen, après avoir obtenu des autorités les autorisations nécessaires pour redémarrer la centrale.

La Banque européenne d'investissement (BEI) et Naturgy Energy Group, via ses filiales panaméennes de distribution EDEMET S.A. et EDECHI S.A., ont signé un accord de prêt-cadre de 300 M USD pour soutenir la modernisation et l'extension du réseau électrique panaméen. L'opération a été garantie par l'Agence de crédit à l'exportation espagnole, CESCE. Ce financement fait partie d'un programme de 1,15 Md USD que la BEI devrait consacrer à des projets visant à renforcer l'interconnexion des réseaux électriques entre les pays de la région et s'inscrit dans une stratégie de renforcement de la présence de l'entité dans le pays. Le ministre de l'Économie et des Finances, Felipe Chapman, a souligné que le prêt ne représenterait pas un endettement pour l'État panaméen, puisqu'il s'agit d'un financement direct à une entreprise privée.

Caraïbes

Cuba

L'inflation a enregistré une légère hausse en octobre 2025. D'après les chiffres publiés par l'Office nationale des statistiques (ONEI), l'indice des prix à la consommation a progressé de 0,96 %, par rapport à septembre 2025 tandis que l'inflation en glissement annuel s'élève à 15,41 %. Les principales hausses de prix enregistrées concernent les catégories boissons alcoolisées et le tabac (+104,22 % g.a.), restauration et hôtels (+23,54 % g.a.) et éducation (+16,84 % g.a.). Selon les données officielles, au cours des trois dernières années, l'inflation cumulée à Cuba aurait atteint un peu plus de 68 %, dont 11,94 % seulement pour l'année 2025. Cependant, des sources indépendantes estiment que l'inflation réelle est bien plus élevée.

Jamaïque

D'après le ministère de l'Agriculture jamaïcain (MOAF), l'ouragan Melissa aurait causé près de 185 M USD de dégâts dans le secteur agricole. En effet, selon le MOAF, l'ouragan de catégorie 5 aurait touché plus de 70 000 agriculteurs dans les paroisses les plus productives du pays, détruisant ainsi 32 400 hectares de cultures maraîchères (récoltes de bananes plantains et de bananes), et causant la mort d'environ 1,25 million d'animaux (volailles, bovins et petits ruminants). Le MOAF souligne que le secteur de la pêche aurait subi des dommages supplémentaires d'une valeur de 35,5 M USD, et 25 % de la flotte de pêche nationale aurait été endommagée.

Trinité-et-Tobago

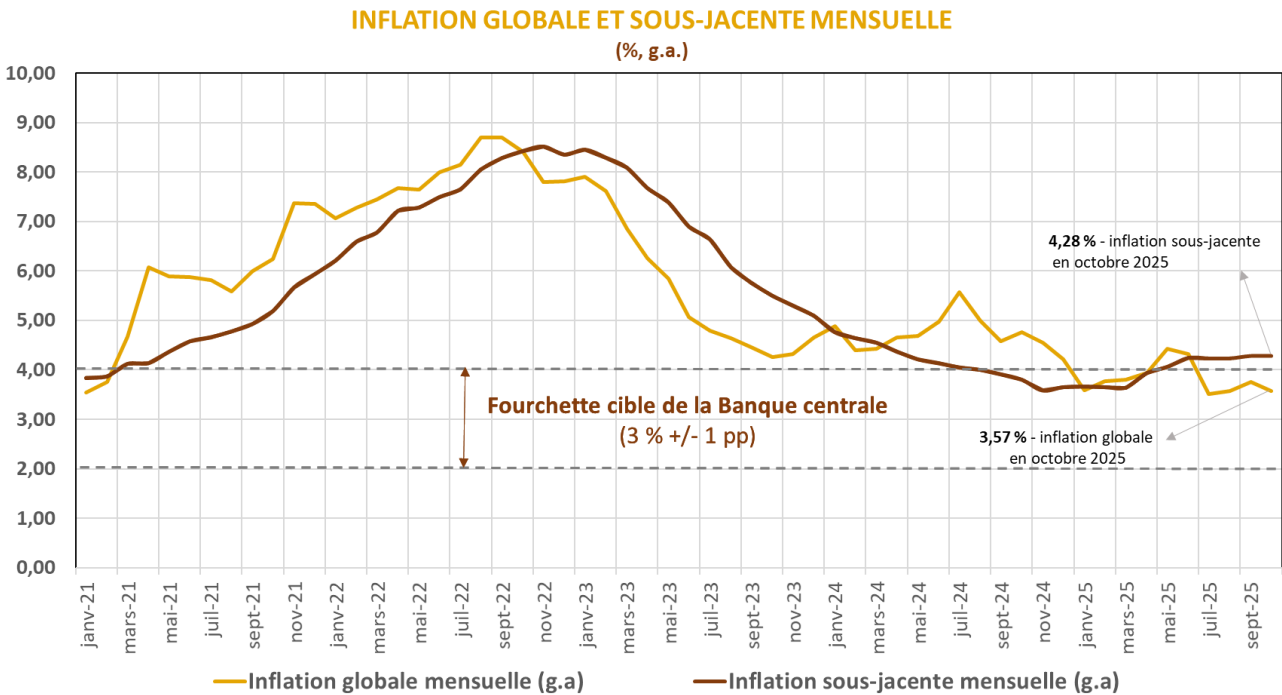
Le Bureau central des statistiques (CSO) a indiqué que l'inflation aurait ralenti à 1 % g.a. en septembre, contre 1,4 % en août, reflétant une progression des prix plus lente sur l'ensemble des biens et services. Ce ralentissement aurait été tiré par une baisse des prix dans les secteurs de l'alimentation et de l'habillement.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 856,4	3,7%	3,4%	1,4%	1,0%	1,5%	58,9%	3,9%	7,25%
Belize	0,4	3,2	9,3%	0,5%	3,5%	1,5%	2,4%	65,4%	1,4%	2,25 %
Costa Rica	5,3	95,4	4,6 %	5,1%	4,3%	3,6%	3,3%	59,7%	0,4%	3,50%
Guatemala	17,9	120,8	4,2%	3,5%	3,7%	3,8%	3,6%	27,0%	1,7%	4,00%
Honduras	10,7	37,1	4,1%	3,6%	3,6%	3,8%	3,5%	45,1%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	19,7	3,6%	4,4%	3,6%	3,0%	2,9%	39,3%	2,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,4	2,9%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,6%	0,3%	--
Haïti	12,4	25,3	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-3,1%	-1,2%	11,8%	27,8%	10,00%
Jamaïque	2,8	21,9	6,4%	2,7%	-0,5%	2,1%	1,5%	59,2%	4,2%	5,75%
Panama	4,5	86,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,0%	4,0%	59,6%	-0,1%	--
République Dominicaine	10,8	124,6	5,2%	2,2%	5,0%	3,0%	4,5%	60,0%	3,7%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2025

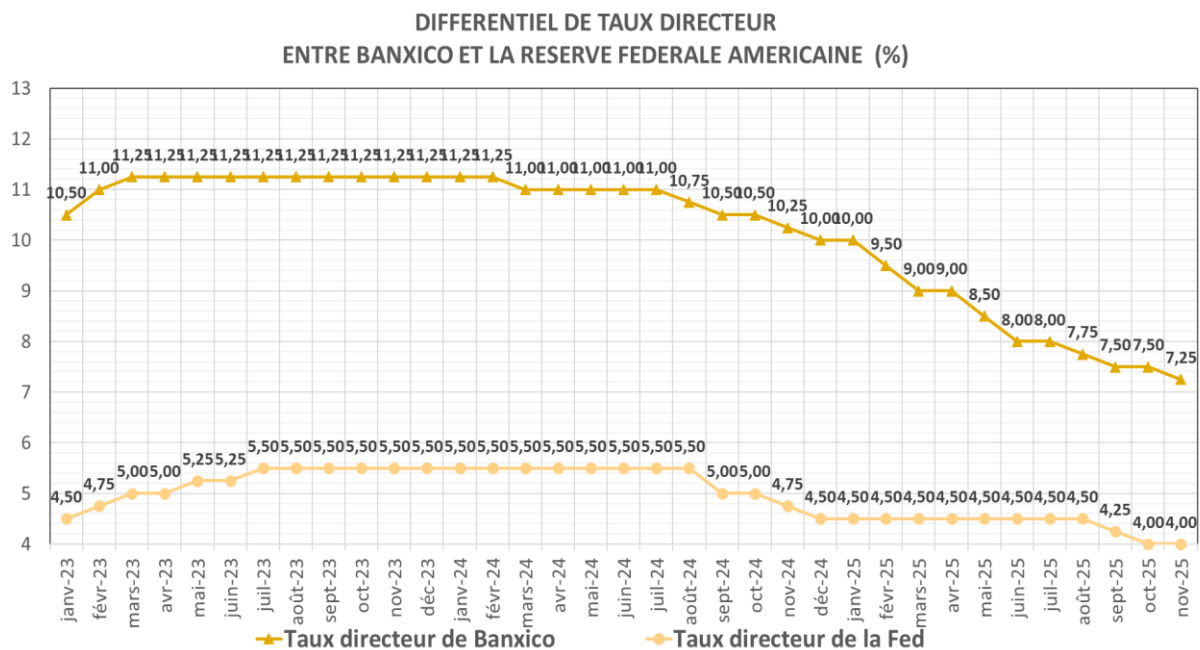
- Annexe Graphique Mexique -



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325

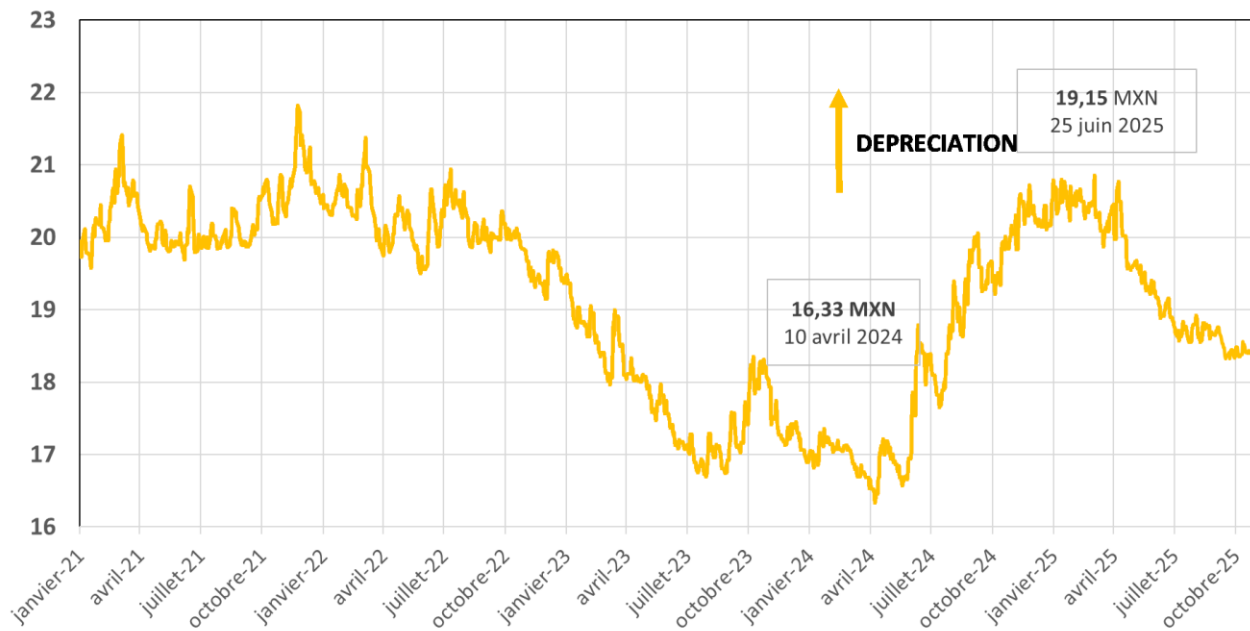
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

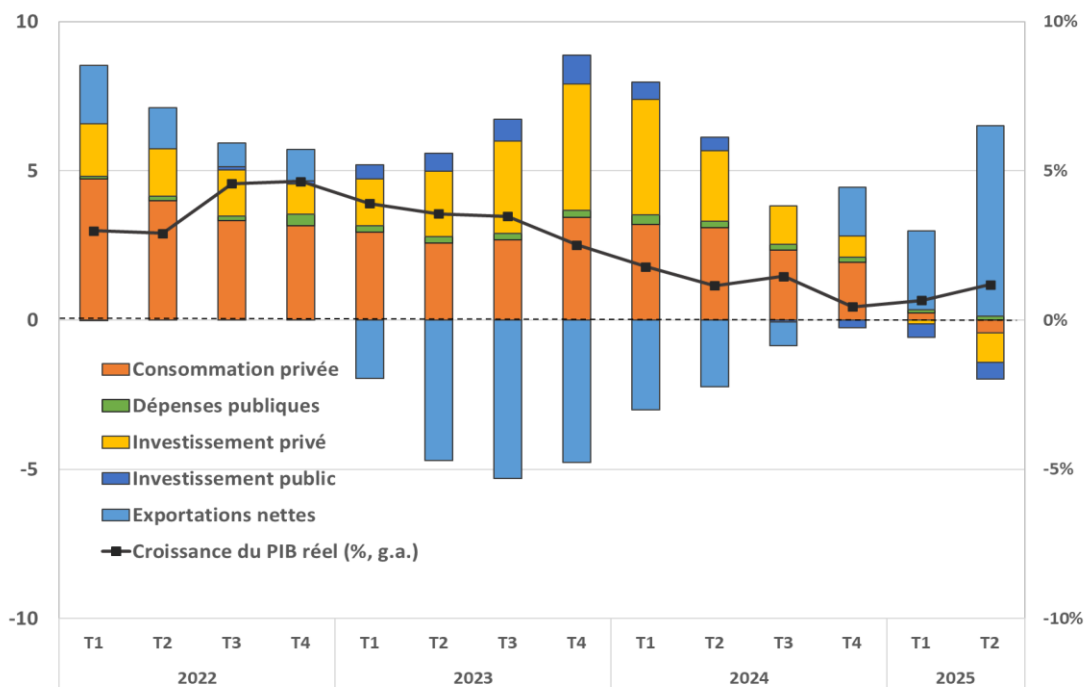
(MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

PIB REEL ET SES COMPOSANTS

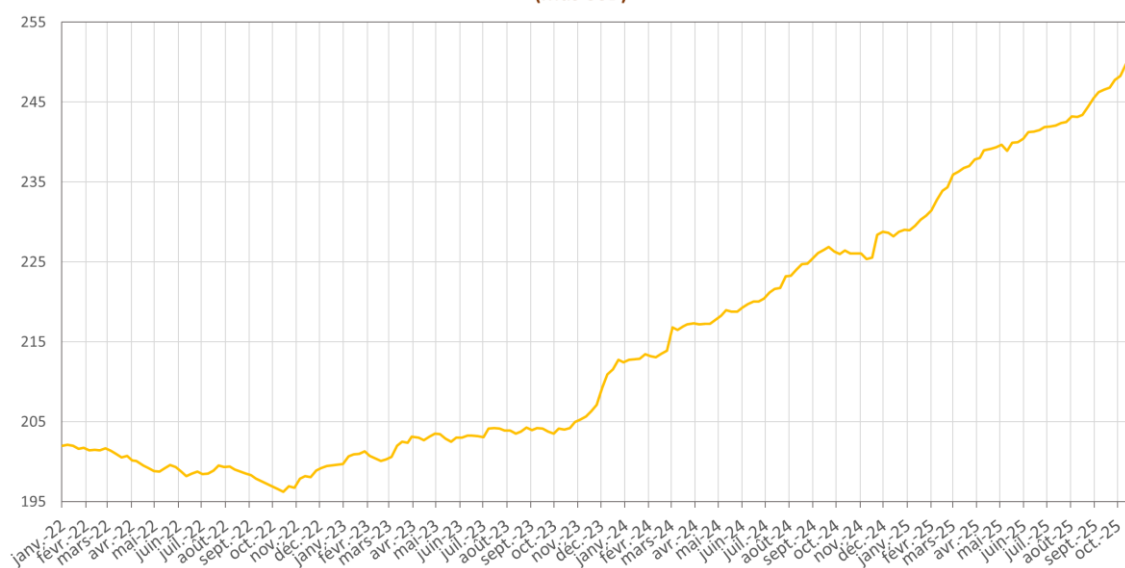
Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES

(Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr